

Mali - L'héritage empoisonné du colonialisme

mars 2013

« Rétablir l'unité et l'intégrité territoriale » du pays. Tel est l'objectif fixé par François Hollande aux troupes françaises envoyées au Mali. Mais en réalité, le Mali actuel étant une création artificielle du colonisateur, à l'instar de tant d'autres anciennes possessions françaises, comment une intervention militaire pourrait-elle rétablir ce qui n'a existé qu'une cinquantaine d'années ? Le Mali est né dans le cadre des frontières tracées par les grandes puissances européennes au 19^e siècle, et des découpages administratifs inventés à l'intérieur de chacune de leurs zones d'influence. Ces tracés arbitraires sur la carte du continent africain ont servi de limites aux nouveaux États lors des indépendances. Le colonialisme a ainsi légué aux jeunes nations africaines des territoires où étaient regroupés des peuples différents, ce qui ne l'empêchait pas d'écarteler ces peuples entre plusieurs pays.

Il faut remonter au Moyen Âge pour entendre auparavant parler du Mali. L'empire portant ce nom avait connu un essor prodigieux aux 13^e et 14^e siècles. D'immenses caravanes apportaient alors le sel vers les régions des fleuves Niger et Sénégal, et en rapportaient de l'or, vendu ensuite dans les royaumes arabes d'Afrique du Nord. Ce commerce avait fait la fortune de Tombouctou et de Gao, et le souverain musulman de cet empire, qui s'étendait jusqu'aux côtes de l'océan Atlantique, pouvait alors éblouir les sultans arabes lors de son voyage à La Mecque. Les dirigeants maliens actuels invoquent souvent cette grandeur passée, disparue bien avant l'arrivée des premiers colonisateurs.

À l'indépendance, le Mali a pris la place de l'ancienne colonie française à laquelle les autorités avaient donné le nom de Soudan, mais qui n'a rien à voir avec l'actuel Soudan, ni avec la République du Soudan du Sud. Le nouvel État a dû assumer les oppositions entre deux régions totalement différentes. Au sud, entre les fleuves Niger et Sénégal, le pays était peuplé d'agriculteurs bambaras, malinkés, sarakolés et de bergers peuls, que l'on retrouve aussi dans les pays voisins. Au nord, des tribus nomades touareg, sans traditions étatiques, faisaient transhumer leurs troupeaux sur d'immenses étendues semi-désertiques. Sur le fleuve Niger lui-même, les populations étaient et sont toujours très mélangées. Les Touareg, qui se trouvent aussi au Niger, en Algérie ou en Libye, sont des peuples berbères dont la langue est de la même

famille que le kabyle. Ils regroupent aujourd'hui, avec les Maures, 10 % de la population malienne et font partie d'un ensemble beaucoup plus vaste de populations vivant aux confins du désert, comme les Toubous au Tchad ou les Maures en Mauritanie et au Mali même.

En fait d'unité nationale, le Mali contemporain n'a à présenter qu'une fracture qui n'a cessé de s'approfondir entre le sud et le nord du pays.

Lorsque les représentants des grandes puissances se réunirent en 1885 à Berlin pour se partager l'Afrique, dont la plus grande partie restait encore à conquérir, il fut établi que tout État européen occupant une partie de la côte africaine se verrait reconnaître des droits sur l'intérieur des terres, à condition qu'il occupe effectivement le terrain. La grande course était donc lancée entre puissances impérialistes. Pour les territoires composant le nord du Mali actuel, elle se doubla d'une course entre administrations françaises rivales. Des troupes s'élancèrent à la fois du Sénégal et d'Algérie, écrasant les peuples qui résistaient. Elles finirent par se rejoindre dans les villages touareg, où elles restèrent à se regarder en chiens de faïence. L'affaire se trancha à Paris. Les jeux d'influence dans les ministères finirent par décider du rattachement de cette région semi-désertique à l'Afrique occidentale française (AOF), mais cela aurait tout aussi bien pu être à l'Algérie.

Encore fallait-il soumettre effectivement les Touareg, ce qui était une tout autre histoire. Ils opposèrent une résistance farouche, dans des combats de guérilla où des régiments français entiers se firent massacrer. La totalité de la zone ne fut finalement occupée qu'en 1909, jusqu'à ce qu'une révolte éclate en 1916 et 1917. Mais par la suite, et jusqu'à l'indépendance, les Touareg restèrent plutôt en marge du système colonial, dans l'immense région qui s'étend au nord du fleuve Niger et qui recouvre la moitié du Mali actuel. Cette zone n'avait alors pour le colonisateur aucun intérêt économique. Il s'agissait simplement de l'occuper pour assurer la continuité entre les possessions de la France au Maghreb et ses colonies d'Afrique subsaharienne. L'occupation s'y fit peu voyante, la doctrine officielle étant qu'il ne fallait surtout pas toucher aux nomades tant qu'ils restaient tranquilles. Des Touareg durent simplement former des unités chargées de repousser les razzias des tribus du désert, ce qu'ils faisaient depuis toujours.

La présence française se traduisit surtout par l'installation de rares cadres coloniaux chargés de surveiller ces territoires immenses. Les Touareg échappèrent ainsi aux calamités que la colonisation faisait pleuvoir sur les populations vivant plus au sud. Ils ne furent pas soumis

au travail forcé, on ne les envoya pas servir de chair à canon sur les champs de bataille européens et on ne tenta surtout pas de les sédentariser de force. Il n'y eut même aucun zèle intempestif dans la perception des impôts. Mais ils ne purent pas non plus bénéficier des rares évolutions favorables, en particulier en matière d'éducation. Lorsque les colonisateurs commencèrent à se préoccuper d'instruire une toute petite élite locale pour qu'elle les aide dans leurs tâches, l'administration ouvrit quelques écoles dans le sud. Ce furent d'abord des « écoles de fils de chefs », ce qui indiquait bien leur objectif. Le nord du pays fut laissé à l'écart de ce mouvement et quand, bien plus tard, les premières écoles y furent construites, les nomades se montrèrent de toute façon très réticents à y envoyer leurs enfants. Il en résulta que, lorsqu'après 1946 apparurent au grand jour ceux qui allaient être les leaders de l'indépendance, il n'y avait parmi eux aucun Touareg.

Vivant en dehors des grands courants, les Touareg ne crurent pas jusqu'au dernier moment au départ des Français. Lorsque finalement cette évolution leur apparut, ils firent tout pour ne pas tomber sous la coupe des populations noires du sud. Dans ce domaine, les officiers coloniaux français s'employèrent à mettre de l'huile sur le feu, comme ils le firent dans bien d'autres pays. Dans les années 1950 s'était développée en France une campagne de presse visant à unifier les régions sahariennes partagées entre l'AOF (Afrique occidentale française), l'AEF (Afrique équatoriale française) et l'Algérie. En décembre 1956, l'Assemblée nationale créa une nouvelle structure administrative, l'Organisation commune des régions sahariennes (O CRS). En janvier 1961, Alain Peyrefitte, député UNR (le parti gaulliste d'alors) chargé par le général de Gaulle de suivre le dossier algérien, publia un livre sous le titre : Faut-il partager l'Algérie ? Il répondait à cette question par l'affirmative et réclamait le droit à l'autodétermination pour les peuples du Sahara. La richesse du sous-sol, alors que l'on commençait à exploiter le pétrole du désert, était au cœur de cette opération. L'O CRS aurait pu devenir un nouvel État ou rester dans le giron de la France. La tentative avorta, aucun des pays qui allaient devenir indépendants n'entendant se priver de ces richesses et, moins que tout autre, l'Algérie qui arrachait son indépendance les armes à la main. Cela n'empêcha pas les officiers français de faire miroiter l'idée d'un État saharien aux yeux des Touareg, les dressant par avance contre les autorités des États où ils allaient devoir vivre. Ils suscitèrent ainsi une pétition des chefs de la région, adressée au général de Gaulle,

où l'on pouvait lire : « Puisque vous quittez le pays touareg, rendez-nous notre pays tel que vous nous l'avez arraché... Nous ne voulons pas que les Noirs ou les Arabes nous dirigent. Nous voulons nous diriger nous-mêmes. Nous voulons que notre pays soit un seul pays. » C'est ce mélange explosif que la France laissa en héritage au jeune État malien créé en 1960, et celui-ci allait encore en augmenter la charge en se coulant dans le moule de l'ancien colonisateur vis-à-vis des Touareg.

L'État malien, nouvel oppresseur des Touareg

Dans le nord du nouvel État, les fonctionnaires noirs venus du sud remplacèrent simplement les colonisateurs français et furent d'emblée en butte à la méfiance de la population touareg. Cette méfiance tourna rapidement à l'hostilité quand les nouveaux venus tentèrent de percevoir réellement les impôts, basés sur le capital que représentaient les têtes de bétail. Le Mali avait désespérément besoin de ressources financières. La réaction brutale de l'armée malienne creusa un fossé de haine entre les autorités de Bamako et les Touareg.

La première révolte éclata en 1962 et n'entraîna que les Touareg de l'Adrar des Ifoghas, près de la ville de Kidal. Partie d'un événement insignifiant, le vol par un chef touareg des armes de deux soldats, elle embrasa rapidement toute cette zone. Plusieurs centaines de Touareg se lancèrent dans la guérilla, pratiquant leur tactique habituelle : retraite devant des forces plus nombreuses et embuscades. La répression fut terrible. L'armée malienne envoyée contre eux était composée des anciennes troupes coloniales qui avaient combattu en Indochine et en Algérie. Elles appliquèrent les méthodes apprises dans l'armée française. La vaste étendue située entre Kidal et la frontière algérienne fut déclarée zone interdite. Les puits furent empoisonnés. Toute personne rencontrée dans cette zone pouvait être abattue, et ce fut le cas de bien des bergers qui y faisaient simplement transhumer leur bétail. Les troupes maliennes poursuivirent même les rebelles en Algérie. Cette première révolte fut écrasée dans l'indifférence générale et resta presque inconnue en Occident. Mais pour les Touareg, ce que le reste du pays appelait la « décolonisation » devint dans les faits une occupation de leur pays par des envahisseurs aussi étrangers que l'ancien colonisateur. Après cela, plus rien ne bougea pendant des années. Il y eut cependant un fait positif. Le nouvel État malien développa massivement la scolarisation qu'avaient délaissée les Français, ce qui fut profitable à tous les jeunes qui purent y accéder. C'est de ces écoles que sortirent les futurs chefs des rebelles touareg.

Les Touareg se remettaient à peine de cette répression et leur cheptel se reconstituait, quand se produisirent les grandes sécheresses des années 1972, puis 1984. Ils prirent alors le chemin des camps de réfugiés du Niger, d'Algérie ou du Mali, avec pour seule ressource une aide internationale qui fut d'ailleurs en grande partie détournée par le pouvoir de Bamako. Cela accentua encore le sentiment que les autorités maliennes les abandonnaient complètement, et même souhaitaient les voir disparaître. Lorsque le climat redevint plus clément, les familles retournèrent sur leur territoire d'origine, mais bien des jeunes partirent chercher du travail ailleurs, rompant avec leur mode de vie et leur isolement traditionnels pour devenir salariés en Algérie, en Libye, dans les grandes villes de l'Afrique subsaharienne ou en Europe. C'est parmi ces jeunes que se préparèrent les révoltes suivantes.

La seconde révolte touareg eut lieu en juin 1990. À la différence de la précédente, elle n'eut rien de spontané et entraîna tous les Touareg du Nord-Mali comme ceux du Niger. Une partie des jeunes qui avaient quitté le pays après les grandes famines s'étaient engagés en Libye dans l'armée de Kadhafi. Celui-ci les envoya combattre dans les opérations qu'il lança au Tchad de 1980 à 1987. C'est là qu'ils se formèrent militairement et apprirent à manier des armes modernes. Ils constituèrent un mouvement politique pour l'indépendance de l'Azawad, un mot signifiant « zone de pâturage » par lequel les Touareg désignent leur territoire, et attaquèrent le 29 juin 1990 le poste de Ménaka, tuant 36 militaires, puis d'autres villes. Ce fut à nouveau la même répression menée par l'armée malienne : région interdite, exactions, tortures sur les civils pour obtenir des renseignements. Cette terreur eut pour effet de souder la population autour des rebelles, mais cette fois elle fut largement commentée au Mali comme à l'extérieur et souleva l'indignation. Il faut dire que le régime du dictateur Moussa Traoré vivait ses dernières heures et que l'agitation gagnait tout le pays. La rébellion se termina cette fois par un accord prévoyant une certaine autonomie du Nord et des promesses de développement. Mais ce « Pacte national » ne fut jamais appliqué. L'armée ne se hasarda alors plus guère dans les zones désertiques du nord du pays, qui furent plus que jamais laissées à la pauvreté et à la sous-administration.

En 2006, nouvelle révolte. Les rebelles s'emparèrent de Ménaka et de Kidal pour dénoncer la non-application du Pacte, l'absence des investissements prévus, le refus par l'État malien d'intégrer des Touareg dans l'armée et la police. Des accords furent signés sous l'égide de l'Algérie, mais dans les faits rien ne changea, si ce n'est que les

sommes allouées au développement de la région disparurent dans la corruption et que les Touareg purent entrer dans l'armée. L'abandon de la région fut plus total encore, des groupes armés se livrant à des attaques sporadiques et les troupes maliennes se gardant bien de les poursuivre. Venus d'Algérie, les commandos intégristes d'Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI) commencèrent alors à s'installer dans ce Nord totalement abandonné. Ils y reçurent l'appui d'anciens membres des rébellions précédentes et purent se financer grâce aux enlèvements d'otages. On vit aussi se développer le trafic de drogue, dans lequel tout ce monde trempe, des intégristes aux généraux maliens.

C'est cet assemblage artificiel, aboutissant au bout du compte à l'instauration d'une zone délaissée de tous, mais lourde de menaces, que Hollande appelle « l'unité et l'intégrité territoriale du Mali ».

Un État malien en décomposition

Pendant que le nord du pays était ainsi abandonné, en proie à des révoltes répétées et à l'insécurité, le sud vivait de son côté une longue désagrégation. Aux espoirs nés de l'indépendance a succédé aujourd'hui la réalité d'un État corrompu, dont tous les corps vivent en parasites sur la population ; un État qui n'en est pratiquement plus un, mais est un assemblage de clans pratiquant chacun son trafic, et auquel il vaut mieux éviter d'avoir affaire, sauf nécessité absolue. Et cet État, si pourri soit-il, a bénéficié de la protection inconditionnelle de tous les gouvernements français.

Cette corruption va de pair avec la pauvreté endémique du pays. Le Mali figure aujourd'hui au 175^e rang sur les 187 pays que recense le PNUD (Programme des Nations unies pour le développement humain), un indice qui tient compte du revenu par habitant, mais aussi de l'espérance de vie, du degré de scolarisation ou de l'état sanitaire du pays. Le pays doit avant tout cette situation à l'emprise des grandes puissances. Pendant la période coloniale, l'économie avait été organisée comme une annexe de celle de la métropole, les infrastructures créées uniquement pour vider le pays de ses richesses sans qu'il y eût le moindre investissement industriel d'envergure. Le jeune État malien essaya bien de secouer ce joug à sa naissance. L'indépendance se fit d'abord dans le cadre d'une fédération Sénégal-Mali. Cela aurait au moins permis une certaine répartition des revenus entre un Mali pauvre, uniquement agricole, et un Sénégal que la France avait un peu plus développé, le port de Dakar constituant le débouché des produits régionaux vers la métropole. Mais la fédération ne dura pas

deux ans. Les dirigeants africains, qui avaient agité les idées du panafricanisme avant l'indépendance, les abandonnèrent une fois celle-ci venue pour se replier sur leur territoire. Le premier président du Mali (1960-1968), Modibo Keïta, choisit de prendre ses distances avec la France. Il fit évacuer les bases militaires françaises, créa un franc malien différent du franc CFA et développa les échanges commerciaux avec les pays d'Europe de l'Est, le tout enveloppé d'une phraséologie marxisante. Mais s'il est impossible de développer une économie moderne dans un seul pays, c'était encore plus vrai dans le Mali entièrement agricole, sans ressources minières ou pétrolières et totalement enclavé à l'intérieur des terres. La situation se dégrada rapidement et Modibo Keïta fut obligé de réintégrer la zone franc en 1967 et de rejoindre l'orbite de l'ancienne puissance coloniale. Il fut renversé par un coup d'État. Sous ses successeurs, Moussa Traoré, puis Alpha Oumar Konaré et Amadou Toumani Touré, le nœud coulant de la dette extérieure, les plans d'ajustement imposés par le FMI (Fonds monétaire international) et la spéculation sur les matières premières, en particulier les produits agricoles importés, ne firent que dégrader de plus en plus la situation.

Mais cette situation désastreuse imposée par l'impérialisme, et en premier lieu l'impérialisme français, a rapidement été aggravée par la prédation d'un appareil d'État uniquement préoccupé de détourner les maigres ressources du pays.

La corruption y a certes toujours existé, comme dans tous les pays pauvres. Les fonctionnaires mal payés complètent leur salaire avec les trafics que leur permet leur fonction. L'adage « la douane est pauvre mais les douaniers sont riches », parmi bien d'autres, résume bien cet état de fait.

Mais ce vol organisé a atteint des sommets ces dix dernières années sous la présidence d'Amadou Toumani Touré et a fini par désorganiser totalement le fonctionnement de l'appareil d'État. Des plus hautes sphères du pouvoir jusqu'au petit fonctionnaire, tout est devenu un moyen de s'enrichir au détriment du pays et de la population. Certaines affaires ont défrayé la chronique. Le ministre de la Santé s'était mis dans la poche les fonds internationaux pour lutter contre le sida, le paludisme et la tuberculose, entraînant la suspension de ces aides. Il y eut le scandale d'« Air cocaïne » en 2009 : un Boeing bourré de drogue avait pu atterrir dans la région de Gao avec la complicité des autorités. Dans les différents ministères, les officiels qui en ont la possibilité organisent leurs propres circuits commerciaux avec tout un réseau

d'hommes de main et de prête-noms, organisant la vie chère. Dans l'éducation, la vente des notes, des diplômes et même des simples certificats de scolarité est devenue un trafic rentable. Il n'y a plus d'appareil d'État, mais des mafias qui coexistent, avec leurs parrains respectifs, le président et son clan étant au sommet de tout cet édifice. Dans l'armée, cette situation s'est révélée lourde de conséquences. Les hommes de troupe, vivant avec femmes et enfants dans leurs casernes, améliorent leur solde en rackettant la population. Porter l'uniforme permet aux hommes du rang de vivre et aux officiers supérieurs de s'enrichir. Il faut d'abord payer une somme importante aux officiers en place pour intégrer leur unité, à charge ensuite à chacun de se rembourser sur la population pauvre. Aucun militaire n'avait la moindre envie d'abandonner ses lucratives opérations pour risquer sa vie face à des rebelles bien armés et déterminés. Cet État malien déliquescant était une proie toute désignée aux groupes armés intégristes.

L'offensive des groupes armés intégristes

Le groupe armé islamiste AQMI est présent depuis 2006 dans la zone de non-droit que constitue le désert du Nord-Mali. Une partie de ce groupe a scissionné en 2011 pour former le MUJAO. D'anciens chefs de la rébellion de 1990, comme Iyad Ag Ghali, formèrent de leur côté l'organisation intégriste Ansar Dine. Quant aux indépendantistes touareg, ils avaient constitué de leur côté le Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA). Tous ces groupes furent rejoints, après l'effondrement du régime de Khadafi en octobre 2011, par un millier de soldats de l'armée libyenne, la plupart du temps d'origine touareg, qui ont quitté le pays avec leur armement lourd. Le 17 janvier 2012, le MNLA lança son offensive et s'empara en deux mois des villes les plus au nord : Tessalit, Ménaka et Kidal, avant d'être rapidement rejoint et débordé par les groupes intégristes. En face d'eux l'armée malienne, qui comptait officiellement 22 000 hommes, n'avait aucune envie de se battre. Ses cinquante généraux, sans doute occupés à des tâches plus lucratives, étaient aux abonnés absents. Soldats et officiers s'enfuirent précipitamment, abandonnant armes et bagages aux intégristes.

À Bamako, le régime ne résista pas à ce désastre. Le 22 mars 2012, un groupe d'officiers menés par le capitaine Sanogo renversa le président Amadou Toumani Touré, l'accusant d'avoir détourné depuis des années les fonds destinés au budget de la Défense et d'être ainsi responsable du sous-équipement de l'armée. Sous la pression des chefs d'État des

autres pays d'Afrique et de la France, les militaires durent rentrer dans leurs casernes, ce qui ne les empêcha pas de rester une force déterminante, le seul véritable pouvoir en fait. L'ancien président de l'Assemblée nationale, Dioncounda Traoré, fut nommé président de la République par intérim, en attendant les futures élections.

Ce coup d'État accentua encore la désorganisation de l'armée malienne ; les groupes intégristes purent alors continuer leur avancée et s'emparer des villes qui bordent le fleuve Niger, Tombouctou et Gao. Dans ces villes où les peuples noirs, comme les Songhaïs, les Bambaras, les Peuls ou les Bozos, cohabitent avec les Touareg et les Maures, ces intégristes instaurèrent un régime de terreur moyenâgeuse, imposant à la population les formes les plus arriérées de la loi islamique : flagellations, mains coupées, lapidations. Ils interdirent aux femmes d'aller au marché, même voilées. Ce furent de longs mois abominables pour les habitants.

De son côté l'État français ne pouvait assister sans réagir à cette déroute qui, en deux mois, avait fait basculer dans l'inconnu la moitié du Mali. L'offensive intégriste risquait de déstabiliser toute la région. Au-delà du Mali, c'était le Niger, le Tchad, le Sénégal, la Côte d'Ivoire qui étaient menacés. Ces anciennes colonies recèlent encore trop d'intérêt économique pour l'impérialisme français pour que celui-ci laisse faire. Ils ont nom Areva, Bolloré, Bouygues, Total... Le pacte conclu lors des indépendances avec les chefs des États africains tient toujours : la protection militaire française en échange d'un droit de priorité pour piller les richesses de ces pays.

Pour les autorités françaises, la question n'était donc pas de savoir s'il fallait intervenir, mais plutôt comment. François Hollande aurait préféré ne pas s'engager seul dans cette aventure risquée. Les autres puissances impérialistes lui firent rapidement comprendre que, cette zone étant la chasse gardée de la France, elle n'avait qu'à la garder elle-même. Il entreprit alors de mobiliser les États africains voisins. La « Françafrique » était finie, il l'avait déclaré, c'était donc à leurs soldats d'aller se faire trouer la peau pour les intérêts de l'impérialisme français. Seul problème : la plupart de ces troupes africaines se trouvaient à peu près dans le même état que l'armée malienne, pour les mêmes raisons. Leur formation allait être prise en main par des conseillers français et européens, voire nord-américains, quand les groupes armés intégristes se lancèrent sur Bamako et amenèrent la France à intervenir militairement.

« L'unité et l'intégrité du Mali », qui servent d'alibi à Hollande pour y envoyer ses troupes, ne sont donc qu'un mythe. Répression contre les Touareg au nord du pays, pauvreté pour tous, État suçant le sang de toute la population, voilà la réalité. Tel est le résultat de la présence française au Mali depuis plus d'un siècle. Elle a imposé un découpage des frontières indépendamment des peuples, et a fait des gouvernements locaux de véritables sous-traitants de l'impérialisme. Si jusqu'à aujourd'hui le Mali a été épargné par les conflits ethniques qui ont ensanglanté tant d'autres pays d'Afrique, la guerre actuelle pourrait tout remettre en cause. Les exactions de l'armée malienne à l'encontre des civils touareg, les pillages dont ils ont été victimes dans les villes reconquises et le climat d'insécurité poussent déjà une partie d'entre eux à s'enfuir, parfois vers d'autres pays. Cela montre comment pourrait se développer un climat de vengeance et de violence de type interethnique dont la population malienne, tous peuples confondus, serait la victime.

Les dirigeants français, eux, ne se préoccupent pas plus de l'intérêt des populations qu'ils ne l'ont fait jusqu'à aujourd'hui, au nord comme au sud du pays. Ils continueront à faire prévaloir leurs intérêts de grande puissance impérialiste, quitte à plonger le Mali dans le chaos.